



PRÉSIDENCE

SECRÉTARIAT GÉNÉRAL

N° 2941-2021/ARR/DAEM

AMPLIATIONS

Commissaire délégué	1
Trésorier	1
DFI	1
JONC	1
DAEM/SAU	1
DAEM/SMART	1
Commune du Mont-Dore	1
Commune de Nouméa	1
Commune de Yaté	1
Commissaire enquêtrice	1
OPT-NC	1

ARRÊTÉ

portant ouverture d'une enquête publique relative au projet de pose, d'extension et de sécurisation du réseau de télécommunications par câbles sous-marins, sur le domaine public maritime de la province Sud

LA PRÉSIDENTE DE L'ASSEMBLÉE DE LA PROVINCE SUD

Vu la loi organique modifiée n° 99-209 du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie ;

Vu la loi du pays modifiée n° 2001-017 du 11 janvier 2002 sur le domaine public maritime de la Nouvelle-Calédonie et des provinces ;

Vu la délibération n° 03-2006/APS du 10 janvier 2006 relative à l'indemnisation des commissaires enquêteurs ;

Vu la délibération modifiée n° 103-2020/APS du 17 décembre 2020 relative au budget primitif de la province Sud pour l'exercice 2021 ;

Vu l'arrêté n° 2002-1569/GNC du 30 mai 2002 relatif aux enquêtes publiques préalables à la réalisation d'aménagements ou d'ouvrages prévues dans la loi du pays modifiée n° 2001-017 du 11 janvier 2002 sur le domaine public maritime de la Nouvelle-Calédonie et des provinces ;

Vu l'arrêté n° 443-2021/ARR/DAJI du 25 février 2021 portant délégation de signatures aux agents de la direction de l'aménagement, de l'équipement et des moyens de la province Sud ;

Vu la demande de l'office des postes et télécommunications de Nouvelle-Calédonie (OPT-NC) du 30 septembre 2021,

ARRÊTE

ARTICLE 1 : Une enquête publique est ouverte pour une durée de vingt-deux (22) jours, du lundi 15 novembre 7h30 au lundi 6 décembre 2021 à 15h30. Elle porte sur le projet de pose, d'extension et de sécurisation du réseau de télécommunications par câbles sous-marins par l'office des postes et télécommunications de la Nouvelle-Calédonie (OPT-NC) sur le domaine public maritime de la province Sud.

ARTICLE 2 : Madame Dominique BAYOL, ancien cadre d'administration, diplômée en environnement, aménagement et urbanisme, est nommée en qualité de commissaire enquêteur. Madame Dominique BAYOL perçoit une indemnité fixée par arrêté de la présidente de l'assemblée de la province Sud à l'issue de l'enquête publique, réglée par la province Sud puis remboursée par l'OPT-NC.

ARTICLE 3 : Le dossier soumis à enquête publique comprend :

- une notice explicative ;
- une étude d'impact ;
- des plans du projet et les caractéristiques principales des ouvrages les plus importants ;
- des éléments sur le cadre réglementaire et administratif de l'enquête.

ARTICLE 4 : Pendant toute la durée de l'enquête, toute personne peut prendre connaissance du projet :

- dans les mairies du Mont-Dore (site principal), de Nouméa (annexe Ferry, 29 rue Jules Ferry) et de Yaté (Waho) aux heures habituelles d'ouverture au public ;
- à la direction de l'aménagement, de l'équipement et des moyens (DAEM), service aménagement et urbanisme (24 route de la baie des Dames, Nouméa) du lundi au vendredi de 7h30 à 11h30 et de 12h30 à 15h30.
- sur le site internet de la province Sud : <https://www.province-sud.nc/consultations-publiques>.

Le public peut consigner ses observations :

- sur quatre registres d'enquête, cotés et paraphés par la commissaire enquêtrice et mis à disposition dans les lieux précités ;
- par voie électronique, à l'attention de Madame la commissaire enquêtrice (rubrique « Formulaire de contact » du site Internet de la province Sud accessible à l'adresse <https://www.province-sud.nc/alohaweb>, en indiquant que la demande concerne « Urbanisme, aménagements et foncier ») ;
- par voie postale, à l'attention de Madame la commissaire enquêtrice, à l'adresse de la DAEM, BP L1 98849 NOUMEA CEDEX.

Les observations et propositions du public formulées par voies postale et électronique devront parvenir à la commissaire enquêtrice avant la clôture de l'enquête fixée au lundi 6 décembre 2021 à 12 h 00.

Toute observation émise hors de la période d'enquête définie selon des modalités non prévues par le présent arrêté ne sera pas prise en compte.

ARTICLE 5 : La commissaire enquêtrice se tient à la disposition du public, pour recueillir ses observations aux dates et horaires suivants :

- lundi 15 novembre, de 7h30 à 11h30 à la mairie de Nouméa - annexe Ferry, 29 rue Jules Ferry (ouverture) ;
- mercredi 17 novembre, de 8h30 à 11h30 et de 12h30 à 15h30 à la mairie de Yaté - Waho ;
- vendredi 19 novembre, de 12h à 15h à la mairie du Mont-Dore - site principal ;
- le mercredi 24 novembre, de 12h à 15h à la mairie de Nouméa - annexe Ferry ;
- le lundi 6 décembre, de 8h à 12h à la mairie du Mont-Dore - site principal.

En raison de l'épidémie de covid-19, la commissaire enquêtrice ne peut recevoir qu'une personne à la fois. En cas d'empêchement, les permanences sont assurées à la direction de l'aménagement, de l'équipement et des moyens (DAEM - site de Nouméa-Ducos, 24 route de la baie des dames) aux dates et horaires indiqués ci-dessus.

A défaut de pouvoir assurer un accueil physique, la commissaire enquêtrice est joignable aux mêmes dates et horaires par téléphone au 20 42 62.

ARTICLE 6 : A la clôture de l'enquête, les registres d'enquête sont clos et signés par la commissaire enquêtrice, qui annexe les courriers qui lui sont remis ou adressés, dûment visés par ses soins.


ARTICLE 7 : A l'issue de l'enquête, la commissaire enquêtrice transmet son rapport et ses conclusions motivées à la DAEM, dans un délai réglementaire de quinze (15) jours.

Toute personne intéressée peut prendre connaissance du rapport et des conclusions de la commissaire enquêtrice à la DAEM (site de Ducos, téléphone : 20 42 62), sur le site Internet de la province Sud (<https://www.province-sud.nc/consultations-publiques>) et auprès des communes concernées, dès la réception du document. Le cas échéant, les administrés pourront solliciter une copie auprès de la province Sud

ARTICLE 8 : Des avis d'enquête publique, réglés par la province Sud puis remboursés par l'OPT-NC, seront publiés dans la presse écrite locale, radiodiffusés et affichés dans les mairies du Mont-Dore, de Nouméa et de Yaté ainsi qu'à la DAEM.

ARTICLE 9 : Le présent arrêté sera transmis à Monsieur le commissaire délégué de la République et publié au *Journal officiel* de la Nouvelle-Calédonie.

Pour la présidente et par délégation
Le directeur adjoint de l'aménagement,
de l'équipement et des moyens



Franck LADRECH

NB : Conformément à l'article R.421-1 du code de justice administrative, vous disposez d'un délai de deux mois, à compter de la réception de cet acte, pour contester cette décision devant le tribunal administratif de Nouvelle-Calédonie. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télécours citoyens » accessible par le site Internet www.telerecours.fr